

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour ce qui concerne la Rédaction, s'adresser au Secrétaire
34, rue Tupin, à Lyon

LA RÉDACTION NE RÉPOND PAS DES MANUSCRITS QUI LUI SONT ADRESSÉS

ABONNEMENTS

8 mois 6 mois Un an
Rhône et départ. limit. 5 fr. 10 fr. 18 fr.
Autres départements.. 7 fr. 14 fr. 26 fr.
Étranger (Union post.) 10 fr. 20 fr. 40 fr.
(On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste)

LA TRIBUNE

Organe de la Démocratie Radicale
DE LA RÉGION DU RHONE

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour l'Administration, s'adresser à l'Administrateur
34, rue Tupin, à Lyon

LES LETTRES NON AFFRANCHIES SERONT REFUSÉES

ANNONCES

Les annonces de ce journal sont reçues exclusivement :
A LYON, à l'Agence FOURNIER, 14, rue Confort
et dans ses succursales de Saint-Etienne et de
Grenoble.
A PARIS, chez M. AUBOURG, 10, place de la
Bourse.

Avis à nos Lecteurs

Tous les nouveaux abonnés et
acheteurs de la TRIBUNE qui en
feront la demande recevront franco
les feuillets déjà publiés de notre
nouveau roman

Tambour de Montmirail

SCÈNES DE L'INVASION PRUSSienne EN 1871
Par M. Fortuné du BOISGOBEY

MADAME BROWN

Le 20 de ce mois les loyalistes de
la Grande-Bretagne et de ses colo-
nies vont célébrer, en grandes pom-
pes et à grands frais, le cinquantième
anniversaire de l'avènement de
la reine Victoria au trône.

S'il en des souverains comme des
peuples et si, pour les premiers
comme pour les seconds, le bonheur
consiste à n'avoir pas d'histoire, la
reine d'Angleterre a eu, plus que
n'importe quel monarque, le rare
privilege de cette béatitude parfaite.

L'histoire de sa vie peut se résumer
en deux lignes. Comme les
reines des contes de fées elle se maria,
fut heureuse et eut beaucoup
d'enfants, quatre fils et quatre filles,
sans compter les fausses couches.

Les devoirs de cette maternité excep-
tionnellement active, qui dura
officiellement de 1840 à 1857, ne
laissent pas à la reine Victoria
beaucoup de temps pour s'occuper
de son peuple, la constitution an-
glaise permettant d'ailleurs à cette
royale mère Gigogne de se confiner
dans son rôle de pondreuse princière;
mais on peut dire qu'elle abusa de
la permission.

Quand elle fut devenue veuve, en
1861, de ce malheureux prince Al-
bert, dont elle eut raison, tout Saxe-
Cobourg-Gotha qu'il était, Victoria
aurait succombé à la douleur si la
providence n'avait placé à ses
côtés John Brown.

Pour savoir ce qu'était John Brown,
il faut lire un des livres perpétrés
par la reine Victoria et qui a été
édité sous ce titre un peu court, mais
plein de promesses alléchantes :
« Feuillets du Journal de notre Vie
dans les Montagnes d'Ecosse. » L'ou-
vrage a été traduit en français. On
dirait le journal d'une cuisinière en
vacances ou les mémoires d'une
blanchisseuse retirée des affaires. Il
y a cependant de curieux détails sur
les petits soins, les prévenances, les
attentions du fidèle John Brown, le
valet de chambre favori, sur lesquels
la reine s'étend avec une complais-
sance qui fait rêver.

Quand mourut à son tour ce Ray-
Blas en jupon — il était Ecossois et
c'est là son excuse — la reine lui fit
élever un monument aussi beau que
celui qui avait été édifié, quelques
années auparavant, à l'infortuné
prince Albert. Tous les Cobourg-
Gotha, et l'almanach de ce nom peut
dire s'ils sont nombreux, ont dû
frire de cette égalité de traitement
funèbre entre le prince consort, et
le domestique qui sortait constamment
avec la reine.

Mais après tout, il n'y avait là rien
d'étonnant. John Brown avait pris,
dans l'existence de la reine, la place
laissée vide par le prince Albert. A la
promenade, en voyage, à la cam-
pagne, à l'ouverture du Parlement,
dans les montagnes d'Ecosse, à l'île
de Wight, à Windsor, au théâtre, à
table, partout, on voyait John Brown
et ses jambes poilues, nus sous le
court jupon écossois à côté de « Sa
Gracieuse Majesté », si bien que
le peuple anglais, beaucoup moins
respectueux pour ses souverains,
qu'on ne le dit dans nos journaux
monarchistes, n'appelait plus, de-
puis de longues années, la reine Vic-
toria que « Madame Brown ».

Quoi qu'il en soit, on va célébrer,
dans cinq jours, le « jubilé » de cette
vieille femme, dont le hasard a fait
la souveraine du plus vaste et du
plus riche empire du monde, comme
il en aurait pu faire, tout aussi bien
et même beaucoup mieux, la pro-
priétaire de quelque *family house*,
aux appartements confortablement
meublés pour personnes respectables.
Et c'est par respectabilité, le grand
principe politique et social de
nos voisins, que les Anglais répandus
dans les cinq parties du monde
vont célébrer, avec cet enthousiasme
artificiel dont ils ont le privilège
entre toutes les races, la cinquantième
année de ce règne.

En fêtant cet anniversaire, les An-
glais, il faut le reconnaître, célébre-
ront véritablement une fête nationale,
car nul au point de vue de la
souveraineté, ce long règne d'un demi-
siècle a été l'éclatant triomphe de
l'égoïsme anglo-saxon.

Partout, au Canada, en Irlande,
dans l'Afrique du Sud, aux Antilles,
dans les Indes, en Egypte, l'Angle-
terre a appesanti, sinon consolidé sa
domination. Mais les Anglais font
sagement de ne pas attendre pour
saluer eux-mêmes leur grandeur et
leur puissance dans l'apothéose de
leur souveraineté. L'étoile de l'Angle-
terre décline visiblement à l'horizon
politique. Des tempêtes s'amoncellent
à l'orient dans les plaines afghanes
voisines de la frontière indienne, le
ciel se couvre de nuages menaçants
dans « l'île sœur », qui s'agitte sous

le joug, toujours vaincue, jamais
soumise, l'insurrection fermentée
au sein de l'Hindoustan, dans un
bouillonnement mystérieux, les colo-
nies australiennes se détachent,
le Canada français grandit et dans
les populations ouvrières des villes
de la Grande Bretagne, parmi ces
tenanciers d'Ecosse et du pays de
Galles court déjà un souffle de révolte
prochaine.

Les dépêches arrivées ce soir an-
noncent que la police anglaise est sur
les traces d'un complot d'Irlandais,
dont le but serait de prendre, à leur
manière, une part active aux fêtes du
jubilé.

Aux explosions de la joie officielle
les Irlandais auraient pensé mêler
quelques explosions de dynamite, un
rien, un grain seulement; juste assez
pour que sur le mur de la salle du
banquet où le peuple anglais va di-
gérer le festin, auquel il a fait contri-
buer de force tant de races asservies,
son œil, tout alongui qu'il puisse être
par la bière et le gin, distingue pour-
tant l'avertissement fadistique : *Mané,
Thecel, Pharès*.

ERNEST VAUQUELIN.

LES OFFICIERS DE SACRISTIE

On sait qu'un des premiers actes du nou-
veau ministre de la guerre a été d'écar-
ter du ministère tous les officiers républicains
dont le général Boulanger avait eu soin de
s'entourer.

Parmi les officiers généraux qui ont été
sacrifiés aux rancunes des réactionnaires,
citons le général Blondel, directeur du per-
sonnel de l'artillerie, qui a été remplacé par
le général Mathieu.

Le général Mathieu, nous n'avons pas
besoin de le dire, est loin d'être un répu-
blicain. On nous assure même qu'il n'a
qu'un commandant à Toulouse, il don-
nait régulièrement des conférences chez les
jésuites.

Qu'on s'étonne donc maintenant que le
nouveau ministre se soit fait le défenseur
des séminaristes !

L'UNION HONTEUSE

On lit dans la Justice :

« La France qui veut la République
aura longtemps encore à la protéger
contre les partis dynastiques... L'his-
toire montre que ces partis n'abdiquent
jamais. »

Cette phrase date de 1876. Elle est
signée : Jules Grévy.

Aujourd'hui ce sont les partis dynas-
tiques qui protègent un ministère con-
tre des républicains, et ce ministère
c'est l'intervention personnelle de
M. Jules Grévy, c'est à la protection de
M. de MacMahon que nous le devons.

Deux ans ne sont pas écoulés depuis
le 4 octobre, depuis le jour où un im-
mense cri d'union s'éleva d'un bout de
la France à l'autre, et aujourd'hui le
Figaro est en droit d'imprimer ceci :

« Tant que M. Rouvier et ses col-
lègues essaieront de résister à cette ten-
dence déplorable (la concentration ré-
publicaine), tant qu'ils pourront main-
tenir LE FOSSÉ ENTRE LES RÉPUBLI-
CAINS. DE RAISON (groupe Ferry-
Machau) et les RÉPUBLICAINS D'AVENTURE
(c'est nous, sans nulle vanité), le devoir
de la droite est de les y aider. »

Voilà l'œuvre du président de la Ré-
publique, du Sénat et des opportunistes
de la Chambre jugée par les monar-
chistes, leurs complices.

Machau) et les RÉPUBLICAINS D'AVENTURE
(c'est nous, sans nulle vanité), le devoir
de la droite est de les y aider. »

Voilà l'œuvre du président de la Ré-
publique, du Sénat et des opportunistes
de la Chambre jugée par les monar-
chistes, leurs complices.

ANXIÉTÉS PATERNELLES

La Marseillaise de Toulouse publie
la lettre suivante, adressée au ministre
de la guerre :

Muret, 12 juin.

Monsieur le ministre,

Permettez à un chef de famille qui af-
fectionne vivement ses enfants, comme il
estime profondément les institutions répu-
blicaines et démocratiques, de venir très
respectueusement vous poser ces points
d'interrogation.

Quand est-ce que nos soldats qui se trou-
vent au Tonkin, et qui ont définitivement
terminé les deux années réglementaires,
depuis près de deux mois, rentreront en
France ?

A quand leur rapatriement si désiré et
surtout si justifié ?

Les parents de ces pauvres jeunes gens
attendent avec une vive impatience. Vé-
ritablement, il est étrange après que ces
soldats ont si noblement souffert avec une
héroïque abnégation pendant deux années
consécutives dans ce pays lointain de l'Ex-
trême-Orient, qu'il n'est qu'un foyer dange-
reux de maladies et d'épidémies.

Plus graves, voient leur rapatriement si
mérité soit retardé...

Nous osons espérer, monsieur le mini-
stre, que cette lettre aura son fruit, qu'un
résultat favorable se produira promptement
dans l'intérêt de ces pauvres militaires et
en faveur de leurs parents, qui verraient
avec un plaisir inexprimable leurs vœux se
réaliser.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus grand
respect, monsieur le ministre, votre très
humble serviteur.

FERMIN LARROQUE,

rentier à Muret (Haute-Garonne).

DÉPÊCHES

DE « LA TRIBUNE »
Par fil télégraphique spécial

CONSEIL DE CABINET

Paris, 16 juin. — Un conseil de ca-
binet a eu lieu aujourd'hui au mini-
stère des finances, sous la présidence
de M. Rouvier. M. Etienne, sous-se-
crétaire pour les colonies, y assistait.
On assure qu'il assistera désormais à
tous les conseils de cabinet.

M. Flourens a rendu compte de l'état
des travaux de la commission de l'union
de l'Indo-Chine.

Il est probable que les protectorats
seront détachés du ministère des af-
faires étrangères et réunis à celui de
la marine, sous la direction du sous-
secrétaire des colonies.

Le général Ferron a entretenu ses
collègues de ses projets spéciaux. Enfin
le conseil s'est occupé d'arrêter défini-
tivement les budgets des dépenses des
ministères.

Les ministres ont promis de remettre
leurs propositions à M. Rouvier avant
samedi.

Le projet rectificatif sera très vrai-
semblablement déposé vers la fin de la
semaine prochaine.

M. Fallières est remis de son indis-
position.

LA JOURNÉE PARLEMENTAIRE

BUREAU DE LA GAUCHE RADICALE

Paris, 16 juin. — La gauche radi-
cale s'est réunie aujourd'hui pour pro-
céder au renouvellement de son bureau,
qui se trouve constitué de la manière
suivante : Président, M. Leporché;
vice-président, M. Colfavru; secré-
taires, MM. Borie et Blatin.

LE CENTENAIRE DE 1889

Dans la même réunion, la gauche ra-
dicale a entendu M. Colfavru qui a
proposé de former un comité de députés
et de sénateurs imbus des principes
révolutionnaires pour célébrer le cen-
tenaire de 1889.

Le groupe a décidé qu'il se réunirait
prochainement pour permettre à M.
Colfavru d'exposer l'économie du pro-
jet d'organisation de ce comité.

L'EMPRUNT DE MACON

Paris, 16 juin. — La distribution
des documents parlementaires qui a été
faite aujourd'hui aux députés com-
prend un projet de loi tendant à au-
toriser la ville de Mâcon à emprunter
1,300,000 fr. et à s'imposer extraordinairement.

LES DÉLÉGUÉS MINEURS

Paris, 16 juin. — La commission des
délégés mineurs s'est réunie aujour-
d'hui à 3 heures et a examiné s'il
n'était pas possible d'arriver à une
transaction entre le projet de la Com-
mission et le projet Basly.

En raison du petit nombre de mem-
bres présents, la Commission a décidé
qu'elle tiendrait séance demain à dix
heures.

M. Basly sera entendu demain par la
Commission des députés mineurs.

LÉGISLATION MINIERE

Paris, 16 juin. — La commission
des mines s'est réunie ce matin au
Palais-Bourbon.

Elle a discuté le principe de la sup-
pression des mines et a décidé de
demander à M. de Héridia des rensei-
gnements statistiques sur ces mines
en exploitation, leur importance par
rapport aux mines et leur produc-
tion.

La commission a ensuite nommé une
sous-commission pour l'élaboration du
titre III, relatif à la recherche des
mines.

MM. Wickersheimer et Desjardins
sont choisis à cet effet.

Une nouvelle réunion aura lieu à
bref délai pour la continuation des
travaux.

LA CHAMBRE

Séance du 16 juin

PRÉSIDENCE DE M. FLOQUET

La séance est ouverte à 2 heures.

Irregularités au concours de
Saint-Cyr

Après la lecture et l'adoption du procès-
verbal, M. Le Hérisse pose une question au
ministre de la guerre, au sujet d'une ir-
régularité commise dans le concours pour l'é-
cole de Saint-Cyr. Le sujet de composition
aurait été connu d'avance par plusieurs
candidats. L'orateur demande quelle con-
duite tiendra le ministre.

Le général Ferron répond que la com-
position sera annulée.

La Taxe des étrangers

M. Steenackers appelle l'attention des
députés sur la question de la participation

des étrangers aux charges publiques, et
demande qu'un projet de loi sur les étran-
gers soit déposé sur le bureau de la Cham-
bre.

M. de Mortillet, président de la commis-
sion, répond que la question est très com-
pexe, mais qu'elle est du reste à l'étude et
qu'un projet de loi sera déposé prochainement.

M. Steenackers insiste pour que le dépôt
du projet de loi ait lieu très rapidement.

M. Floquet intervient alors et répond
qu'on ne peut pas fixer de délai à une com-
mission.

Le projet de résolution de M. Steenack-
ers, mis aux voix est repoussé.

Canal de la Baltique et canal des
Deux-Mers.

M. Delattre pose une question au sujet de
l'établissement du canal de la mer du Nord
à la Baltique. Il fait ressortir que la nou-
velle situation qui sera faite au commerce
allemand par l'ouverture de ce canal va
créer des désavantages considérables au
commerce français.

Il résulte de cette situation, dit l'orateur,
que le canal projeté entre le golfe de Gasco-
gne et la Méditerranée (canal des Deux-
Mers), prend une nouvelle importance.

Il importe donc de savoir quelle va être
la politique du gouvernement dans cette
question vitale pour les intérêts commer-
ciaux de la France.

M. de Héridia répond que la question n'a
pas été suffisamment étudiée au point de vue
commercial.

Le canal de la Baltique augmentera cer-
tainement les transactions entre les ports
allemands, mais au point de vue stratégi-
que, le ministre se déclare incompétent.

Quant au canal de l'Océan à la Méditer-
ranée, les travaux seraient trop dispendieux
dans l'état actuel du budget. C'est affaire à
l'initiative privée que le gouvernement al-
dera de tout son pouvoir.

M. Delattre regrette que la réponse du
ministre n'ait pas été autre que celle qui est
donnée par tous les ministres depuis vingt
ans.

La loi militaire

L'ordre du jour appelle la suite de la dis-
cussion de la loi militaire.

M. Planteau développe un contre-projet,
d'après lequel l'instruction militaire serait
donnée aux enfants de douze à vingt ans.
De plus, tous les citoyens classés par corps
et catégories seraient astreints à des exer-
cices périodiques en temps de paix.

Par contre, l'armée permanente serait
réduite à des volontaires et servirait de
garde aux frontières et dans les colonies.

Le député ouvrier fait la critique du projet
de la commission qui, selon lui, ouvre trop
grandes les portes aux privilèges. Il dit que
l'égalité doit être le premier but du législa-
teur. Telle est la pensée qui a guidé les au-
teurs du contre-projet qui est soumis à la
Chambre.

M. Laisant nie qu'il y ait dans la loi des
privilèges pour la naissance et la fortune.
Les sursis qu'elle accorde n'impliquent au-
cune dispense. L'honorable député de la
Seine examine ensuite les objections faites
par M. Planteau contre la taxe que la loi
propose d'appliquer aux infirmes, dispensés
du service et démontre la légitimité et les
avantages de cette taxe.

M. Laisant critique, au moyen d'argu-
ments d'une grande valeur, l'article du con-
tre-projet proposant la suppression des ar-
mées permanentes et leur remplacement
par une armée de volontaires.

La Chambre doit repousser un système si
dangereux pour la défense nationale.

M. Planteau croit que si le système qu'il
préconise n'est pas applicable aujourd'hui,
il le sera dans un avenir prochain.

M. Koller dépose un long contre-projet
qui consiste dans le maintien de la loi de
1872 avec une modification limitant le ser-
vice à quatre ans.

Son contre-projet mis aux voix est re-
poussé sur la demande du rapporteur.

M. de Lanjuinais dépose un contre-projet
tendant à rétablir les primes de rengage-
ment. Il se plaint qu'on n'ait pas consulté

Feuilleton de la TRIBUNE du 17 Juin 1887

13

Tambour de Montmirail

PAR

Fortuné du BOISGOBEY

IV

Lui, l'officier de faveur, lui qui l'an-
née précédente jouait encore aux bar-
res dans la grande cour du lycée Na-
poleon, il avait fait ce que de vieux
soldats n'avaient pas pu faire, puisqu'il
était arrivé seul à découvrir le point
où campait toute l'armée prussienne.

Il faut rendre cependant justice au
jeune dragon; il s'avoua à lui-même
que le hasard avait eu une grande part
à son succès, et que le capitaine et les
soldats d'escorte y avaient fortement
contribué en se faisant prendre ou tuer
par les uhlands.

Il regrettait même beaucoup d'être
séparé de Champoreau, son brave pro-
fesseur d'art militaire, et il aurait volon-
tiers partagé sa gloire avec lui pour
le plaisir de le revoir.

Il avait d'ailleurs grand besoin de ses
conseils, car le moment le plus difficile
de l'expédition était arrivé.

Albert commença par mettre pied à

terre pour observer le terrain et réflé-
chir à la situation.

Panardel ne s'était pas fait prier pour
descendre, et il était avec une satis-
faction visible ses membres fatigués.

Six heures sans étreindre, murmuraient-
il en remuant ses jambes pour les dé-
gourdir.

Aimeriez-vous mieux les faire à
pied ? dit Albert, qui n'avait pas perdu
l'envie de plaisanter son camarade.

Non pas, répondit vivement Agé-
nor, tremblant à l'idée d'être abandonné
à ses propres ressources; mais
enfin je n'ai rien mangé depuis hier, et
je meurs de faim.

J'ai de l'eau-de-vie à votre ser-
vice, dit Albert, qui souffrait tout au-
tant que le hussard, mais qui tenait à
rester héroïque jusqu'au bout.

Panardel avala, non sans grimaces,
une large rasade d'une eau-de-vie
achetée la veille à Vitry-le-François,
où on ne l'avait certainement pas
apportée de Cognac.

Il se moitra un peu moins indolent
dés qu'il eût été reconforté par cet
alcool champenois.

Elle ne vaut pas celle de papa Pa-
nardel, soupira-t-il en rendant la
gourde à son obligé collègue; mais
c'est égal, je me sens mieux.

C'est heureux, dit Albert, car nous
ne sommes pas au bout de nos peines.

Vous n'avez pourtant pas, j'espère,
l'intention de descendre au milieu de
tous ces Prussiens, pour les mettre
encore à nos trousses comme là-bas,
dit le hussard avec inquiétude.

Non. Seulement je veux con-
tinuer à suivre les hauteurs pour voir
jusqu'à quel point s'étend le bivouac.

— Mais nous allons nous égarer, bien
sûr.

— Pourquoi ? Bienne est là, dit Al-
bert en étendant le bras vers sa droite,
et l'armée française y sera demain.

— Qui, et d'ici à demain nous tom-
berons dans un poste avancé ou dans
une embuscade.

— Eh bien, nous passerons à travers;
dit tranquillement le sous-lieutenant,
qui prit son cheval par la bride et
s'achemina vers le nord.

— Encore marcher ! grommela Pa-
nardel en emboitant le pas.

Le terrain inégal et boisé était
formé par la ligne non interrompue des
mamelons qui bordaient la rive droite
de l'Aube.

En suivant cette direction, on avait
la chance d'arriver devant Bienne
sans être aperçu par les troupes cam-
pées dans la vallée.

C'était là le plan d'Albert, et il le
mit à exécution, sans s'inquiéter des
plaintes répétées d'Agénor.

Il avait jugé inutile de remonter à
cheval, parce qu'il s'agissait bien moins
d'aller vite que d'observer avec soin, et
il avançait lentement, sans perdre de
vue la plaine où brillaient les feux des
Prussiens.

On marcha ainsi deux heures, sans
voir la fin des

les généraux et les hommes spéciaux. L'orateur propose encore d'accorder certaines dispenses partielles, moyennant le paiement d'une taxe. En outre, le député royaliste demande qu'on fixe la durée du service à trente-six mois.

M. Jamais combat le remplacement militaire et établit la nécessité du service de trois ans demandé depuis 1828.

L'orateur fait un long parallèle entre les armées monarchiques et républicaines et dit qu'avec le nouveau projet l'armée recevra une instruction homogène.

Il termine en combattant énergiquement le contre-projet Lanjuinais.

Le baron Reille demande le renvoi de la discussion à samedi.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

INFORMATIONS

L'AMBADE ALLEMANDE A ROME
Rome, 16 juin. — M. de Solms, le nouveau ministre d'Allemagne, est arrivé à Rome. Aussitôt arrivé, il a envoyé à son secrétaire d'ambassade pour prévenir que, chargé de dépêches originales d'une très grande importance, il sollicitait une audience pour présenter ses lettres de créance.

L'ITALIE ET L'EXPOSITION
Rome, 16 juin. — M. Crispi vient de déclarer qu'il avait le regret de ne pouvoir promettre un concours officiel aux exposants italiens à Paris, en 1889, mais que le gouvernement italien accorderait sa protection à un comité privé.

DISSOLUTION DE LA SKOUPCHINA
Belgrade, 15 juin. — L'Officiel publie un ukase prononçant la dissolution de la Skoupchina.

GRANDS COMMANDEMENTS MILITAIRES
Paris, 16 juin. — Le général Bresponnet, commandant le 17^e corps, sera remplacé afin qu'il puisse se consacrer à ses importantes fonctions de président du comité du génie.

Cette mutation entraînera un mouvement dans le commandement des corps d'armée.

LA GRÈVE EN BELGIQUE
Bruxelles, 16 juin. — La grève, qu'on croyait terminée, a repris hier à Cuesmes et aux puits du Levant de Flénu, à cause du refus des patrons de reprendre les ouvriers qui ont comparu devant le tribunal correctionnel à la suite des dernières grèves.

Ceci démontre la solidarité qui unit les travailleurs belges. La mesure prise par les propriétaires de mines est absolument inique.

Il est inadmissible qu'après avoir condamné une partie des travailleurs à la prison, ils puissent condamner l'autre partie à mourir de faim.

LE VOYAGE DU KRONPRINZ
Londres, 16 juin. — Le Kronprinz est arrivé hier matin à Londres; il est descendu à Norwood, faubourg de Londres.

Le docteur Mackenzie a examiné de nouveau le Kronprinz et a constaté que l'excroissance n'avait pas augmenté depuis la dernière opération; la gorge ne présente aucun symptôme de congestion.

LA CONTREBANDE DANS LA RÉGENCE
Tunis, 16 juin. — Ces jours derniers des contrebandiers de la région des tabacs, en tournée dans la Kroumirie, ont saisi du tabac de contrebande dans un douar.

L'indigène saisi a tiré un coup de fusil sur un des contrôleurs qui a été légèrement blessé. Immédiatement celui-ci a tiré un coup de revolver et a tué l'indigène.

Les fermiers de la plaine aux éponges luttent sans relâche, contre les contrebandiers sur les côtes et de sud de la régence, ceux-ci leur causent de gros préjudices en entreposant leurs marchandises sur des navires étrangers, que les fermiers ne peuvent aborder.

LE ROI DE GRÈCE A PARIS
Paris, 15 juin. — A l'issue du Conseil, M. Flourens, ministre des affaires étrangères, s'est rendu à l'hôtel de Bristol, pour faire une visite officielle au roi de Grèce et à son fils le duc de Sparte.

LES PROJETS DE M. FERRON
Paris, 16 juin. — Le projet de réorganisation de l'infanterie du général Ferron, comporte la réduction des emplois de capitaines, lieutenants et sous-lieutenants. Il augmente le nombre des officiers supérieurs de 18 lieutenants-colonels, et de 72 chefs de bataillons.

M. MAZEAU AU CONSEIL D'ÉTAT
Paris, 16 juin. — Aujourd'hui, à une heure, à eu lieu, au Palais-Royal, la présentation du Conseil d'Etat au garde des sceaux.

M. La Ferrière, vice-président, a assuré le ministre du dévouement républicain de l'assemblée qu'il présidera et lui a adressé l'expression de la reconnaissance du Conseil, pour les dernières nominations faites dans son sein.

Le garde des sceaux a répondu en félicitant le Conseil.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES
Paris, 15 juin. — M. Georges Coulon, conseiller d'Etat, appelé aux fonctions de directeur général des postes a pris immédiatement possession de son poste. Il a reçu la visite des directeurs et chefs de bureau de l'administration, auxquels il a adressé l'allocation traditionnelle.

LE BUDGET RECTIFIÉ
Paris, 16 juin. — Le projet de budget rectificatif que le gouvernement va déposer la semaine prochaine, ne comportera pas d'impôt.

En ce qui concerne les garanties d'intérêts à payer aux grandes compagnies un arrangement interviendra entre l'Etat et ces compagnies.

LE PLATRAGE DES VINS
MM. Rouvier et Dauterme, recevront demain les députés de la région du Sud-Est, au sujet de la question du plâtre des vins.

LA BELGIQUE A L'EXPOSITION
Bruxelles, 16 juin. — Il est certain que le gouvernement belge, suivant l'exemple du gouvernement allemand, ne prendra pas part à l'exposition de 1889. Le bruit court qu'aucun gouvernement étranger ne serait invité.

Dépêches de l'Étranger
Par le spécial de la Tribune

EN AFGHANISTAN
Simla, 16 juin. — Plusieurs engagements sans issue décisive ont eu lieu entre les troupes de l'émir et les Ghilzais révoltés.

LA DUCHESSE D'ALENÇON
Gratz, 16 juin. — On constate une certaine amélioration dans l'état de la duchesse d'Alençon. Elle est soignée par le docteur Kraft-Ebing, qui espère une prompte guérison. Elle se tient calme et passe sa journée à lire.

LA CONVOCATION DE LA SOBRANIE
Sofia, 16 juin. — Le gouvernement, répondant à Riza-Bey, a démontré la nécessité de convoquer la grande Sobranie.

LE BILL DE COERCITION
Londres, 16 juin. — Le Morning Post croit que l'opposition quittera la salle des séances vendredi, lorsque le président déclamera la discussion close, en vertu de la motion Smith.

La Question égyptienne
Londres, 16 juin. — Le Times annonce de Vienne que Nubar-Pacha, allant à Londres à l'occasion du jubilé, proposerait une transaction consistant à donner à l'Angleterre le droit de réoccupation éventuelle pendant un certain temps seulement; que temps expiré, elle ne pourrait réoccuper qu'en vertu d'une délégation des puissances.

UN HUISSIER MAL REÇU
M. Audibert, huissier à Aubenas, était allé pratiquer une saisie chez le sieur Boyer, ferblantier au pont d'Aubenas.

L'huissier entra accompagné de ses deux témoins : MM. Chamède, agent de

pour empêcher que la convention anglo-turque soit signée.

M. Barrère, ministre plénipotentiaire de France à Stockholm, se rendant à Paris, aurait passé par Berlin, où il est resté plusieurs jours.

Il aurait eu pour mission, dit-on, de décider l'Allemagne à agir contre l'éventualité d'une entente entre l'Angleterre et la Turquie sur la question d'Egypte.

JUBILÉ ET DYNAMITE

Londres, 16 juin. — Le bruit court que la police a été informée que le parti de la dynamite préparait une série d'attentats pour la semaine du jubilé. Les autorités connaîtraient parfaitement les conspirateurs et tous les détails du complot qu'elles complotent déjouer.

Des rapports quotidiens arrivent à Londres, de l'étranger, sur les complots présumés.

Tous les grands ports d'Angleterre sont surveillés en prévision de l'arrivée de certains individus suspects.

L'ANARCHIE BULGARE

Sofia, 16 juin. — M. Stoïlof, rappelé de Vienne, va reprendre le poste de ministre de la justice. Les dissidents qui existent entre les régents et le ministre Radostavov subsistent toujours.

M. Stamboulouf est à Roustchouk; M. Moutkourof à Philippopolis, et M. Ziskof à Varna, ils se rendront le 1^{er} juillet à Tirnova pour la réunion de la Sobranie, si toutefois cette assemblée se réunit à cette date, car de tous côtés, on conseille au gouvernement de ne pas avoir recours à ce moyen qui peut amener des complications.

LE PROCÈS DE LEIPZIG

Le Réquisitoire
Leipzig, 16 juin. — Le procès des membres alsaciens-Lorrains de la ligue des patriotes suit péniblement son cours.

Aujourd'hui M. de Tessenroff, procureur général près la cour impériale a prononcé son réquisitoire.

Contre M. Koehlin-Claudian, l'avocat général a demandé la peine de deux ans de détention, contre M. Blech, trois ans de détention avec travail forcé, contre M. Schiffmacher, deux ans et demi, et contre M. Trapp, deux ans de la même peine; contre M. Jourdan, un an et demi de détention; enfin, contre M. Roybel, deux ans de détention, avec travail forcé.

Il a conclu à l'acquiescement en faveur de MM. Freund et Humbert.

Voir nos dernières Dépêches A LA 3^e PAGE

FORÊTS INCENDIÉES

Un violent incendie vient de nouveau dévaster dans les forêts de pins du littoral landais. Le feu a pris samedi matin, à onze heures, à deux kilomètres de Lacanau, et telle fut bientôt son intensité, qu'hier après midi, en plein soleil, les flammes se voyaient d'Arcaehon, à 50 kilomètres.

Deux heures après le début de l'incendie, les landes brûlantes déjà sur une étendue de 5,000 mètres; puis, poussé par un fort vent d'est-nord-est, le sinistre a gagné avec rapidité les marais de Lacanau et les bois des communes du Temple et de Lanton.

Les plus grands efforts sont faits pour le localiser, et on espère réussir à l'empêcher de franchir le canal qui conduit les eaux de l'étang de Lacanau au bassin d'Arcaehon et de préserver ainsi les forêts de l'Etat et les dunes.

Six mille hectares de pins de vingt-cinq à trente ans, c'est-à-dire en plein rapport, sont jusqu'ici détruits.

La malveillance, cette fois, paraît n'être pour rien dans le sinistre. On suppose que le feu a été allumé par des flammèches échappées d'une locomotive.

UN HUISSIER MAL REÇU

M. Audibert, huissier à Aubenas, était allé pratiquer une saisie chez le sieur Boyer, ferblantier au pont d'Aubenas.

L'huissier entra accompagné de ses deux témoins : MM. Chamède, agent de

police et Profit, porteur de contraintes. Aussitôt entrés, Boyer tira un coup de revolver sur l'huissier, mais M. Profit, d'un mouvement prompt, dévia l'arme et la balle va se loger dans le vide.

Boyer alors tourna son arme contre lui et tira deux coups; mais il ne se fit que de légères blessures à la tête. On se saisit de lui aussitôt et pendant qu'on le tenait, un témoin de la scène dit à haute voix : « Si j'avais fait un paillard coup, je me jeterais sous le pont. » Boyer qui entend cela, d'un brusque mouvement se dégage de ceux qui le tenaient et, au pas de course, va se jeter sous le pont d'une hauteur de 12 à 15 mètres. Par un fait du hasard il tombe dans la partie où l'eau passe et ne se fait aucune blessure dans sa chute.

Il faut espérer qu'il ne sera pas tenté de recommencer.

Le Commerce général

Le Journal officiel publie le résumé des documents statistiques sur le commerce de la France, pendant les cinq premiers mois de l'année 1887 :

Importations	1887	1886
Objets d'alimentation...	642.750.000	629.561.000
Matières nécessaires à l'industrie...	880.534.000	834.507.000
Objets fabriqués...	228.608.000	228.762.000
Autres marchandises...	43.261.000	44.630.000
Total...	1.795.153.000	1.737.460.000
Exportations		
Objets d'alimentation...	305.762.000	283.017.000
Matières nécessaires à l'industrie...	282.252.000	253.203.000
Objets fabriqués...	672.568.000	635.544.000
Autres marchandises...	74.749.000	63.888.000
Total...	1.335.331.000	1.235.552.000

Paris, 14 juin 1887.

Les tableaux qui précèdent sont très intéressants et nous les constatons volontiers, ils donnent quelle est la position pour la reprise des affaires, dans un avenir plus ou moins lointain.

En ce qui concerne les importations, c'est le coup au-dessus des exportations, chapitre « Matières nécessaires à l'industrie » qui l'emporte surtout : 42 millions sont mis en réserve et arriveront sur le marché général le jour de la reprise.

L'importation des objets fabriqués est stationnaire, ce qui est très important à noter.

La situation est donc meilleure; nous espérons qu'elle deviendra tout à fait bonne.

Tirailleurs et Indigènes

On mande de Sétif qu'un incident de la plus grande gravité s'est produit le 2 juin aux environs de Djemilah. Trois soldats faisant partie d'un détachement de tirailleurs, préposé à la surveillance d'un chantier de défilés militaires, ont été attaqués, en revenant de chercher des vivres, par des chiens kabyles, contre lesquels ils ont dû se défendre à coups de revolver. Une balle perdue ayant frappé au bras un indigène qui assistait à la scène, tout le douar, furieux, s'est précipité sur nos soldats, qui ont dû faire usage de leurs armes.

La lutte a été haieusement de courte durée, car le chef de la tribu, attiré par le tumulte, a pu faire cesser le combat et conduire les tirailleurs sous sa tente; mais un indigène a été tué. Un cavalier expédié immédiatement au campement a ramené des renforts, et le détachement a pu quitter le douar sans être inquiété de nouveau. L'autorité civile et l'autorité militaire ont ouvert chacune une enquête.

LAFFAIRE PRANZINI

Le nommé Pranzini, assassin présumé de la rue Montaigne, comparait devant la cour d'assises de la Seine le 11 juillet.

Trois jours d'audience ont été réservés à l'examen de son affaire, qui sera certainement terminée avant la fête nationale.

M. Bouché, procureur général, portera probablement la parole dans cette affaire.

La chose n'est pas encore absolument décidée : en effet, l'affaire Pranzini viendra devant le jury, au moment des audiences solennelles de la Cour. M. le procureur général pourra être retenu dans cette affaire importante à plusieurs audiences, et si les deux affaires viennent au même jour, c'est M. l'avocat général Reynaud dont le talent a été fort remarqué qui soutiendra l'accusation.

M. le conseiller Onfro de Brévillier dirigera les débats. Nul doute qu'il ne soit dès à présent accablé de demandes d'entrées pour les audiences. Il ne manque pas de personnes des deux sexes qui ne redoutent pas de s'exposer trois jours durant à la température surélevée de l'audience pour contempler le fameux Pranzini, dont on aurait encore bien plus parlé, si l'affaire Schœbele n'était venue détourner l'attention du public.

On sait que M^e Demange défendra l'accusé.

LE MIRAGE DU SON

Il n'est pas besoin d'avoir habité l'Afrique ou fait « colonne » à travers la mer de sable du Sahara pour savoir ce que c'est que le mirage.

C'est une illusion d'optique qui, sous l'empire de certaines circonstances, montre à l'observateur les objets éloignés, non pas dans leur position et à leur distance réelles, mais avec une ou plusieurs images altérées dans leurs contours, souvent même renversées, comme si elles se réfléchissaient dans l'eau.

Il peut en résulter de cruelles déceptions pour les voyageurs égarés dans ces immenses plaines à perte de vue, sur lesquelles le soleil, « roi des étés », verse des torrents de flammes, et que les Arabes appellent si pittoresquement, dans leur langue poétique, le « pays de la soif ».

À mesure qu'on avance, l'image recule, se redresse, s'élève; le prétendu lac disparaît; c'est la répétition modernisée du supplice de Tantale.

Bien que le mirage ait été connu de tout temps, c'est un des savants attachés à l'expédition de Bonaparte en Egypte, le célèbre Monge, qui en a donné le premier l'explication.

Le mirage est un simple phénomène de réfraction qui résulte de l'inégale densité des couches de l'atmosphère, lorsque les couches inférieures se trouvent dilatées par leur contact avec le sol fortement échauffé.

C'est une manifestation du même principe de physique qui nous fait paraître coulé un bâton droit plongé dans l'eau.

En passant d'un milieu plus dense dans des milieux de moins en moins denses, le rayon lumineux subit, à chaque passage, une déviation, un inclinaison qui l'écarte de la normale, — c'est-à-dire de la verticale.

C'est le cas du rayon lumineux qui traverse des couches d'air d'autant plus dilatées, d'autant moins denses, que celles-ci sont plus chaudes. Le rayon chauffé par le soleil, il finit même, quand il a parcouru une certaine distance, de réfraction, par se réfléchir totalement, et, alors, il revient dans les couches plus denses, subit une série de réflexions en sens inverse des premières, car il chemine désormais à travers des milieux de plus en plus réfringents.

Il arrive ainsi à l'œil, non pas en suivant une ligne droite, comme à l'ordinaire, mais en décrivant une courbe particulière qui engendre l'illusion. L'image paraît renversée et les choses se passent exactement comme si la couche d'air raréfiée était une surface réfléchissante, une nappe liquide, par exemple.

En bien, ce qui est vrai pour la lumière, est également vrai pour le son.

Ceci n'a rien, au surplus, qui doive nous surprendre.

Le son et la lumière sont également, en effet, des mouvements vibratoires propagés à travers un milieu élastique, l'air ou l'éther cosmique, à la façon de ces ondes qui se forment, s'élargissent et s'épanouissent en cercles concentriques quand on jette une pierre dans l'eau.

Le son et la lumière ne diffèrent, au regard du physicien, que par le nombre, l'amplitude, le rythme et la vitesse des vibrations — 308,000 kilomètres à la seconde pour la lumière, 350 mètres seulement à la seconde pour le son — et par la façon dont les organes humains en sont affectés.

Certains sensitifs vont même jusqu'à dire que les sons ont leurs couleurs. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le son soit régi par des lois analogues à celles qui régissent la lumière, et à ce que le rayon acoustique se comporte sensiblement comme le rayon lumineux.

C'est précisément ce que soutenait la semaine dernière M. H. Bizeau, à grand renfort de calculs, devant l'Académie des sciences.

Sous l'influence des variations de température, dit-il, la propagation des ondes sonores peut donner lieu à une sorte de mirage du son, tout à fait comparable aux phénomènes connus du mirage de la lumière et résultant également d'une déviation causée par les différences de densité des milieux traversés.

Si, en général, la surface de la mer est plus froide que les couches d'air voisines, le contraire n'est pas impossible. Il peut arriver, dans certains cas, que la température de l'air soit plus élevée que celle de l'eau.

Dès lors, les couches atmosphériques doi-

vent prendre, au voisinage de l'eau plus chaude, une disposition par tranches de températures décroissantes, à mesure que les distances augmentent jusqu'à une certaine hauteur au-dessus du niveau des flots.

Les couches basses sont les plus chaudes, les plus diluées, les moins denses, les couches supérieures sont les plus froides, les plus condensées, les plus denses.

C'est ce qui s'observe le plus souvent en mer, pendant la nuit, et fréquemment aussi dans le jour par les temps de bruyants.

Il s'ensuit que les rayons sonores, émanés d'un navire, par exemple, et destinés à se propager horizontalement à travers les couches d'air voisines de la mer, subissent nécessairement, par l'effet du différentiel de températures, et de densités dont il s'agit, des vitesses inégales, les plus voisines de la surface de l'eau prenant l'avance sur ceux qui traversent les couches situées au-dessus. Il s'ensuit que leur direction doit peu à peu s'infléchir de bas en haut, suivant la courbe connue en géométrie sous le nom de « parabole ».

Peu sensible dans le voisinage de l'origine du son, cette incurvation des rayons sonores augmente beaucoup avec la distance, et peut produire des changements considérables, même pour de faibles variations de température.

On voit immédiatement les conséquences désastreuses que peut engendrer un phénomène qui se produit de préférence aux heures de nuit et de bruyant, c'est-à-dire précisément à celles où il est le plus nécessaire de faire usage des signaux acoustiques.

De là toutes ces erreurs d'audition qui ont entraîné la perte de tant de navires amplement pourvus, cependant, de toutes les garanties de sécurité imaginées par la science industrielle moderne, avec la lumière ou le son pour principe, fanas électriques, sifflets, sirènes à vapeur, trompes, etc.

Ainsi s'expliquent tant de néfastes illusions... d'acoustique, et ce qu'on appelle par une formule si saisissante la « ventriloquie de l'Océan ». Ainsi s'expliquent tant d'horreurs en mer, par les temps de brume, en dépit des précautions prises.

Ce fut du reste la multiplication croissante des sinistres maritimes qui attira sur cette question si grave l'attention de M. Fizeau.

Dès lors, la conclusion s'impose.

Il est bien évident qu'on ne saurait régler la nuit, le brouillard, ni les lois physiques qui président à la propagation de la lumière et du son.

Si nous doute, puisqu'on a à redouter l'inflexion des ondes sonores, soit une courbe dont la concavité est tournée en haut, il doit être avantageux de placer d'un côté leur point de départ, de l'autre leur point d'arrivée, à une assez grande hauteur au-dessus des couches inférieures de l'air (au haut des mâts), pour que les sons, puissent suivre librement leur marche parabolique, sans sortir de l'espace où ils peuvent être entendus.

Mais mieux vaut encore, au lieu d'essayer de prévenir des fatigues inévitables, s'efforcer en atténuer les tristesses, soit en augmentant l'importance des navires au village sur place, soit en assurant leur insubmersibilité, quoi qu'il advienne. Mieux vaut encore, comme nous l'avons déjà dit, orienter les esprits des chercheurs vers l'abolition du gouvernement mobile en tous sens, à l'initiative de l'ingénieur Goubeau, ou vers le blindage à la cellulose spontanément obturatrice du capitaine de vaisseau Pallu de la Barrière.

ÉCHOS JUDICIAIRES

UNE VICTIME

En 1879, la mairie du troisième arrondissement de Paris unissait à une fort jolie jeune fille M. de Férussac, un gentilhomme originaire de la Guyenne, qui avait le courage d'une de ces alliances si rares en nos temps prosaïques : un mariage d'amour. Et voilà qu'en 1887, M. de Férussac, abandonné par son mari, se voit réduite, pour vivre, à réclamer de lui, devant les juges d'Evreux, une pension alimentaire.

Qu'est-il donc survenu durant ce laps de huit ans? M^{me} de Férussac a-t-elle beaucoup enlaidi? S'est-elle montrée imparfaitement gardienne de la foi conjugale? Peut-on lui faire le reproche d'avoir démerité en quelque façon?

Non. La femme est restée charmante. Le temps, chez elle, loin d'amoindrir l'effacement, l'a accrue. Sa vie est un exemple de dignité. Mais ce qu'on ne lui pardonne pas, c'est son origine. Avant de porter le nom auquel elle a droit aujourd'hui, M^{me} de Férussac était maîtresse.

Craind-ils, du moins, aux yeux du baron de Férussac, la pèbre, un de ces affaires pour lesquels la noblesse est moins assurée de sentiments que de parchemins.

Autrafois, cependant, il avait, lui aussi, enfreint la tradition en épousant une jeune personne née aux États-Unis, ou les glorieux de l'aristocratie sont inconnus. C'était même de sa mère que M. de Férussac fils tenait les idées d'indépendance qui l'avaient

— On, Sire.

— Oh est cet officier, et pourquoi vous envoie-t-il seul un avant?

— Sire, le capitaine a été fait prisonnier par les uhlands.

— Et les soldats d'escorte?

— Pris ou tués, Sire, et notre guide aussi.

— Comment avez-vous échappé?

— Sire, dit modestement Albert. Votre majesté m'avait fait donner un bon cheval.

— Alors, vous n'avez rien vu, et la reconnaissance est manquée, dit l'empereur en fronçant le sourcil.

— Pardon, Sire, j'ai vu toute l'armée ennemie, s'écria le jeune officier avec une expression d'orgueil naïf qui fit sourire son impérial interlocuteur.

— Vraiment? dit Napoléon. Et où est-elle, Monsieur le sous-lieutenant?

— Une division était campée hier soir dans les bois auprès de Soulaire. Les gros de l'armée défilent en ce moment dans la vallée de l'Aube.

— Dans quelle direction marchent-elles?

— Elle vient d'Arcis et elle va sur Brienne.

— Vous avez mal vu, jeune homme; elle vient de Bar-sur-Aube.

— Sire, je suis sûr qu'elle remonte la rivière, s'écria étourdiment Albert. Vous connaissez donc le pays? dit l'empereur sans se fâcher de cet enthousiasme affirmatif.

(A suivre.)

